

| | |
|------------|--|
| N°2022-446 | <p style="text-align: center;">ARRETE DU MAIRE REGLEMENTANT LE STATIONNEMENT ABUSIF A PLUS DE 48 HEURES - Permanent -</p> |
|------------|--|

Le Maire de la Ville de Vaujours,

VU la loi 82/213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi 83/8 du 7 janvier 1983, complétée par la loi 83/663 du 22 juillet 1983, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité territoriale investie du pouvoir de police de prendre toute mesure propre à assurer la tranquillité, la sécurité et la salubrité publique,

CONSIDERANT que de nombreux véhicules stationnent de manière ininterrompue en un même point de la voie publique ou de ces dépendances pendant de longues durées, accentuant les difficultés d'emplacements disponibles sur la commune

CONSIDERANT qu'il convient de prendre les mesures nécessaires afin d'assurer une rotation régulière des véhicules en stationnement sur la commune

ARRETE

Article 1: Le stationnement ininterrompu en un même point d'un véhicule, qu'il soit à moteur ou non, excédant 48 heures est considéré comme abusif.

Cette disposition ne s'applique pas aux véhicules munis d'une autorisation de stationnement régulièrement apposée et intégralement visible sur le pare brise avant du véhicule dans la zone de stationnement réglementé dans le Quartier du Vert-Galant.

- Article 2:** Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur. Les véhicules en infraction pourront faire l'objet d'une mise en fourrière.
- Article 3:** La signalisation réglementaire sera mise en place à chaque entrée de l'agglomération et entretenue par la Direction des Services Techniques avec un nettoyage obligatoire au minimum 1 fois par an.
- Article 4:** Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur à compter de la mise en place sur le site concerné de la signalisation réglementaire correspondante,
- Article 5:** Les dispositions du présent arrêté abrogent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures
- Article 6:** Le Tribunal Administratif compétent peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes: date de sa réception en Préfecture de Seine-Saint-Denis ou de sa publication/notification. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique Télé-recours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale.
- Article 7:** Le Directeur Général des Services, le Directeur des Services Techniques, la Commissaire de Livry Gargan, la Cheffe de la Police Municipale de Vaujours et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié en la forme accoutumée.

Fait à Vaujours, le 8 décembre 2022



Le Maire de Vaujours,

Dominique BAILLY
Vice-Président du Grand Paris Grand Est